

## 2.5 Logement des ménages selon le lien à la migration

Selon l'enquête Logement, en 2013, 2,7 millions de ménages **immigrés** et 1,9 million de ménages **descendants d'immigrés** vivent dans des logements ordinaires en France métropolitaine et représentent respectivement 10 % et 7 % des ménages. Ces ménages sont d'autant plus souvent locataires, en particulier dans le parc social, que le lien à la migration est fort.

Comparés aux ménages sans lien avec la migration, les ménages **originaires** du Maghreb sont beaucoup moins souvent propriétaires de leur logement (environ 25 % contre 61 % pour les premiers) et beaucoup plus souvent locataires dans le secteur social (environ 50 % contre 15 %). À l'inverse, il y a peu d'écarts entre les ménages sans lien avec la migration et ceux originaires d'Europe du Sud (Espagne, Italie, Portugal).

Toutes choses égales par ailleurs, les caractéristiques des propriétaires sont les mêmes pour les immigrés et descendants d'immigrés que pour les autres ménages : les couples avec enfant(s), les ménages plus âgés ou plus aisés vivant dans une unité urbaine de moins de 100 000 habitants sont plus souvent propriétaires. Par ailleurs, l'accès à la propriété est plus répandu pour les ménages immigrés et descendants d'immigrés d'origine européenne. Une longue durée de séjour en France combinée à l'acquisition de la nationalité française augmente la probabilité d'être propriétaire des ménages immigrés.

Les ménages immigrés habitent plus souvent dans les grandes aires urbaines, surtout celle de Paris (2,4 fois plus souvent que les ménages

sans lien avec la migration). Corrélativement, ils vivent deux fois moins souvent dans une maison individuelle. Leur logement est aussi plus petit et plus souvent surpeuplé (29 % des résidences principales sont surpeuplées pour les immigrés, 13 % pour les descendants d'immigrés et 7 % pour les autres ménages). Le logement des ménages descendants d'immigrés présente des caractéristiques intermédiaires.

Parmi les **ménages permanents** (déjà formés et résidant en France en 2009), 22 % des ménages immigrés, 25 % des ménages descendants d'immigrés et 20 % des ménages sans lien avec la migration ont emménagé dans un nouveau logement entre 2009 et 2013. La mobilité de courte distance (intra-communale) est plus forte pour les ménages immigrés et, dans une moindre mesure, pour les ménages descendants d'immigrés.

Les ménages initialement locataires deviennent d'autant plus souvent propriétaires à l'issue d'une mobilité que leur lien à la migration est faible. Parmi les ménages locataires du secteur social en 2009 qui ont effectué une mobilité résidentielle entre 2009 et 2013, la part de ceux devenus propriétaires est de 8 % chez les immigrés, un chiffre deux fois plus faible que chez les descendants d'immigrés (19 %) et trois fois plus faible que chez les autres ménages (23 %). Parmi les ménages du secteur locatif libre en 2009, l'accès à la propriété chez les ménages mobiles est plus répandu : il concerne respectivement 17 %, 24 % et 32 % des ménages selon leur lien à la migration. ■

### Définitions

**Immigré** : personne résidant en France et née étrangère dans un pays étranger, selon la définition adoptée par le Haut Conseil à l'intégration. Un ménage immigré est un ménage dont la personne de référence est immigrée.

**Descendant d'immigrés** : personne née en France d'au moins un parent immigré. Un ménage descendant d'immigrés est un ménage dont la personne de référence est descendante d'immigré.

**Origine géographique** : le pays d'origine est le pays de naissance d'un immigré. Pour un descendant d'immigré, le pays d'origine est celui du parent immigré s'il n'y en a qu'un et celui du père lorsque les deux parents sont immigrés.

**Ménage permanent** : voir *annexe Glossaire*.

### Pour en savoir plus

- « Les déterminants du statut d'occupation des logements et de la mobilité résidentielle des ménages immigrés », dossier publié dans cet ouvrage.

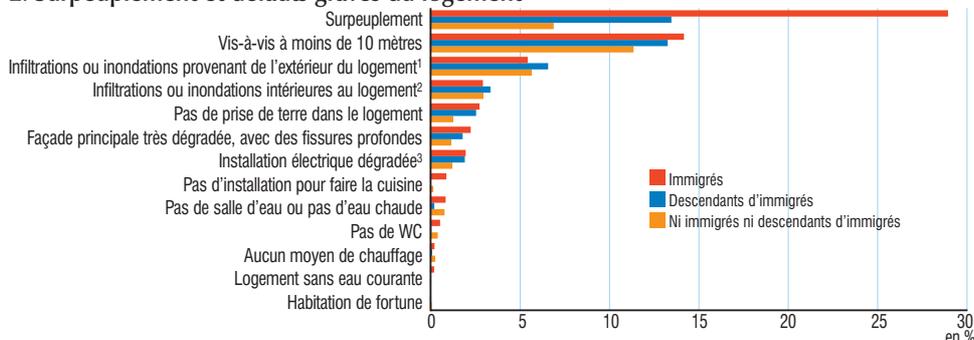
## Logement des ménages selon le lien à la migration 2.5

### 1. Statut d'occupation du logement selon le lien à la migration

	Effectifs (en milliers)	Statut d'occupation du logement (en %)				Ensemble
		Propriétaire	Locataire du secteur social	Locataire du secteur libre	Autre statut	
<b>Immigrés</b>	<b>2 747</b>	<b>35</b>	<b>34</b>	<b>27</b>	<b>3</b>	<b>100</b>
Espagne, Italie, Portugal	633	59	16	20	5	100
Autres pays d'Europe	428	50	16	29	5	100
Maghreb	835	24	50	24	2	100
Autres pays	851	22	41	35	3	100
<b>Descendants d'immigrés</b>	<b>1 938</b>	<b>51</b>	<b>23</b>	<b>23</b>	<b>3</b>	<b>100</b>
Espagne, Italie, Portugal	892	62	13	22	3	100
Autres pays d'Europe	439	62	15	19	4	100
Maghreb	420	25	48	26	1	100
Autres pays	187	28	36	33	3	100
<b>Ni immigrés ni descendants d'immigrés</b>	<b>23 373</b>	<b>61</b>	<b>15</b>	<b>22</b>	<b>2</b>	<b>100</b>
<b>Ensemble des ménages</b>	<b>28 058</b>	<b>58</b>	<b>17</b>	<b>22</b>	<b>2</b>	<b>100</b>

Champ : France métropolitaine.  
Source : Insee, enquête Logement 2013.

### 2. Surpeuplement et défauts graves du logement



1. Les infiltrations peuvent être dues à une mauvaise étanchéité des murs extérieurs, du toit, du sol, des portes ou des fenêtres. L'absence d'étanchéité des murs, du toit ou du sol est retenue comme défaut grave. 2. Dues à des fuites d'eau dans la plomberie. 3. L'installation électrique peut être dégradée ou comporter des fils non protégés. La déclaration explicite d'une installation dégradée est retenue comme défaut grave.

Champ : France métropolitaine.  
Lecture : 29 % des ménages immigrés et 13 % des ménages descendants d'immigrés vivent dans une résidence principale surpeuplée. C'est le cas de 7 % des ménages sans lien avec la migration.  
Source : Insee, enquête Logement 2013.

### 3. Mobilité des ménages selon le lien à la migration

Statut d'occupation du logement en 2009 des ménages ayant déménagé entre 2009 et 2013	Statut d'occupation du logement en 2013 des ménages ayant déménagé entre 2009 et 2013				Ensemble	Changement de résidence entre 2009 et 2013
	Propriétaire	Locataire du secteur social	Locataire du secteur libre	Autre statut		
<b>Immigrés</b>	<b>19</b>	<b>38</b>	<b>40</b>	<b>2</b>	<b>100</b>	<b>22</b>
Propriétaire	56	12	28	4	100	7
Locataire du secteur social	8	70	22	0	100	20
Locataire du secteur libre	17	29	52	3	100	44
<b>Descendants d'immigrés</b>	<b>31</b>	<b>28</b>	<b>40</b>	<b>1</b>	<b>100</b>	<b>25</b>
Propriétaire	63	12	22	3	100	10
Locataire du secteur social	19	67	14	0	100	22
Locataire du secteur libre	24	20	57	0	100	57
<b>Ni immigrés ni descendants d'immigrés</b>	<b>38</b>	<b>17</b>	<b>43</b>	<b>2</b>	<b>100</b>	<b>20</b>
Propriétaire	58	7	33	3	100	8
Locataire du secteur social	23	49	28	1	100	21
Locataire du secteur libre	32	14	52	1	100	53
<b>Ensemble des ménages</b>	<b>35</b>	<b>20</b>	<b>42</b>	<b>2</b>	<b>100</b>	<b>21</b>
Propriétaire	58	7	32	3	100	8
Locataire du secteur social	20	54	26	1	100	21
Locataire du secteur libre	30	16	53	1	100	53

Champ : France métropolitaine, ménages permanents.  
Note : les ménages ayant déménagé entre 2009 et 2013 et dont le statut d'occupation en 2009 était « autre statut » ne sont pas représentés en raison des faibles effectifs.  
Source : Insee, enquête Logement 2013.